



ARRETE N° 24.237

Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement :
Rue de l'île de houât

Le Maire de la commune de Marsilly,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 complétée et modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 et L2213-2,
Vu le code de la route et notamment son article R411-8,
Vu le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,
Vu le règlement de voirie de la commune de Marsilly,
Vu les prescriptions données par la commune,
Considérant la demande présentée par la société Azzopardi (17740 Marsilly) pour la réalisation d'un branchement fibre, 6 rue de l'île de houât à 17137 MARSILLY, et qu'il y a lieu à cette occasion de prendre des mesures particulières pour assurer la continuité du trafic et la sécurité des usagers :

ARRETE

ARTICLE 1 : Du lundi 08 juillet 2024 au vendredi 12 juillet 2024 : 6 rue de l'île de houât

- Le stationnement sera interdit dans l'emprise du chantier.
- Les travaux seront réalisés sur le trottoir.
Un panneau « piéton, changez de trottoir » devra être apposé en amont et aval du chantier.
- Si besoin, les places de stationnement présentes en face seront interdites afin de faciliter la circulation des usagers.
- La réfection devra être réalisée comme sur le plan annexé.

ARTICLE 2 : La signalisation correspondante, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

ARTICLE 3 : Les infractions à disposition du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règles en vigueur.

ARTICLE 4 : Conformément à l'article R421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 5 : Ampliation du présent arrêté sera transmise :

- Société Azzopardi
- A Monsieur le Commandant de Brigade Territoriale de Gendarmerie de Nieul sur Mer,
- A la Police Municipale.

Marsilly, le 3 juillet 2024
Le Maire

Hervé PINEAU

